L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. Humanité Rouge : N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 11 FÉVRIER 1971
N° 92

Contre les licenciements et le chômage : occupons les usines !

La crise montante du capital ne laisse rien immobile. Les mesures réactionnaires prises par le gouvernement et les patrons exaspèrent les masses ouvrières.

En ce début 1971 les grèves se succèdent avec des formes « nouvelles » qui renouent souvent avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier : occupations des lieux de travail, interventions dans les bureaux et occupations des directions, organisation massive des piquets pour défendre la grève, garde à vue des chiens gavés du capital, etc.

C'est Faulquemont en Lorraine, Batignolles à Nantes, Rodiacéta à St-Fons, Pennaroya à St-Denis, les traminots à Toulouse, c'est Renault-Billancourt, c'est l'O.R.T.F., ce sont les postiers, etc. qui prouvent la montée en flèche de la combativité des masses.

Les bonzes réformistes et révisionnistes coincés par cette colère sont bien obligés d'en tenir compte pour tenter de se maintenir à la tête du mouvement, mais...

... ils ont tous signé les « accords sur l'emploi et la reconversion professionnelle », aussi, les patrons et l'Etat leur disent : « Mais vous le saviez... c'était prévu ! vous l'avez signé... »

C'est bien naturel que les laquais du système capitaliste partagent les ennuis de leurs maîtres ; des ennuis qui ne finiront qu'avec le capitalisme.

Qu'on ne s'y trompe pas, le cercueil porté dans les rues de Paris par les mineurs de Faulquemont ne symbolise pas la mort d'une région, *il préfigure l'enterrement du capital !*

Le tocsin et les sirènes qui doivent appeler à la mobilisation des cités ouvrières de Faulquemont contre la venue des gardes-mobiles ont le même sens : *contre le capital et son Etat !* tout comme en 1947 et 1948 lors des grandes grèves des mineurs.

En France, comme en Pologne, quelque chose est en train de changer. La bourgeoisie peut bien essayer d'opposer aux revendications des grévistes la carotte et le bâton, les balles explosives et les tanks, on ne tue pas les idées et les aspirations du prolétariat !

« C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher ». (Lénine).

C'est un journal bourgeois du soir qui évoquait vendredi « le petit métier qui aide à vivre » les mineurs de Faulquemont : « La mine la nuit, travail noir le jour ».

Quelle accusation accablante contre le capitalisme pourri, maquillé en nouvelle société !

Le sort des mineurs, comme celui de tous les ouvriers de France ne peut plus être satisfait par quelques mesures réformistes, le replâtrage n'est plus possible ; une seule solution règlera vraiment la contradiction croissante entre prolétariat et bourgeoisie, c'est la révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat.

BATIGNOLLES ET FAULQUEMONT ONT OUVERT LA BRÊCHE : SUIVONS LEUR EXEMPLE !

Solidarité avec la juste lutte des mineurs de Lorraine ! Non au chômage !

A bas le capitalisme exploiteur !

Assez de négociations au sommet !

Classe contre classe !

Vive le socialisme !

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (1)

ELEVONS NOTRE COMBATIVITE !

L' « Humanité-Rouge » a obtenu un premier succès en franchissant le cap difficile de l'année 1970, durant laquelle l'ennemi s'est acharné contre elle (police, révisionnistes, trotskystes et petits-bourgeois).

En s'appuyant sur l'idéologie prolétarienne de ses lecteurs, camarades, amis et sympathisants, notre hebdomadaire a pu organiser sa riposte : le seul journal légal qui représente en France la juste ligne idéologique et politique du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung a déjoué toutes les provocations et tenu bon. Mais rien n'est jamais définitif et ce premier succès reste fragile. Si le nombre de nos correspondants ouvriers ne cesse d'augmenter, il ne constitue pas encore le réseau indispensable qui doit couvrir la France entière. Par ailleurs si nous avons gagné de nombreuses petites pièces de monnaie des plus modestes travailleurs, ce qui constitue une force politique capitale, nous avons perdu les gros billets de certains intellectuels non rééduqués et encore trompés. La situation financière reste donc toujours difficile. Un effort constant et politique doit être soutenu dans ces deux directions : multiplier les correspondants, accroître le soutien financier prolétarien.

C'est seulement si le premier succès se consolide que l'H.-R. pourra tenter de passer à douze pages, une fois par mois pour commencer. L'importance de l'actualité lui en ferait pourtant obligation ! Le lui permettraient déjà d'ailleurs : le nombre des articles reçus, leur intérêt et leur qualité améliorés depuis qu'ont été expulsés de nos rangs les représentants de l'intellectualisme petit-bourgeois, les articles écrits par des travailleurs, par de vieux militants, de jeunes ouvriers, par des frères immigrés en lutte contre l'impérialisme français et sa féroce exploitation, par des militants anti-colonialistes ; également les exemples précieux de prise de conscience par des militants jusqu'ici trompés par le révisionnisme moderne, qui découvrent la pensée-maotsétoung, etc. Nos pages sur le Front culturel prolétarien et sur le Front idéologique y trouveraient aussi leur place !

Après la rubrique « *Passons à l'offensive, l' « Humanité - Rouge » vaincra !* », restons à l'offensive en ouvrant une nouvelle série pour « *Que l' « Humanité-Rouge » serve le prolétariat !* »

Votre journal vous appelle à l'indispensable bataille pour l'aider à se lier étroitement au prolétariat révolutionnaire de France.

Le Comité de Rédaction.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	41 310,80 F
M.J.	Grenoble	20 F
G.G.	Paris 12e	50 F
R.D.	Le Mans	5 F
C.D.H.R. Fac de Sciences	Paris	100 F
Des lecteurs allemands		21 F
C.D.H.R. Staline	Clermont-Ferrand	60 F
BONY		5 F
Des camarades	Sables-d'Olonne	10 F
Anciens résistants	Paris 11e	25 F
Un instituteur pour un syndicat rouge	Langeac	5 F
Un ouvrier	Vitry	20 F
M.H.C.	Aude	10 F
Des travailleurs	Angers	10 F
Un ouvrier	Seine-et-Marne	10 F
Anonyme	Paris	4,50 F
Des travailleurs	Nord	10 F
2 travailleurs	Ivry	1,50 F
Des camarades	Martigues	5 F
Des étudiants	Vincennes	20 F
Un dessinateur industriel	Paris 20e	2 F
Un jeune couple	Rennes	2 F
Un camarade	Vitry	2 F
Une jeune étudiante	Paris 20e	1 F
C.D.H.R. Censier	Paris	5 F
2 vieux ouvriers	Paris 20e	20 F
Des camarades	Ivry	20 F
Un travailleur tunisien	Paris	1 F
Des amis de l'H.R.	Perpignan	60 F
Un jeune travailleur	Paris 20e	3 F
Anonyme	Clermont-Ferrand	15 F
C.D.H.R.	Paris 20e	107,50 F
	Total général	41 941,30 F

DISSIPONS TOUTE ÉQUIVOQUE : NOTRE "SECOURS ROUGE" DOIT AVOIR UN CONTENU PROLÉTARIEN DE MASSE (I)

Dissipons toute équivoque : Notre « Secours Rouge » doit avoir un contenu prolétarien de masse ! (1)

Aujourd'hui, nous voulons raffraîchir un peu les mémoires et rappeler que l'expression « SECOURS ROUGE » fut utilisée la première fois dans H.-R. n° 50 du 5 mars 1970 dans un article intitulé : « LIBEREZ THIRIOT-FILOU-MARIE-BERNIER-REY ! » *qui faisait suite à l'édito de H.-R. n° 49 :*

« Nous sommes convaincus pour notre part que le procès, voulu par le pouvoir, sera l'occasion d'une BATAILLE POLITIQUE acharnée, pour la libération et l'acquittement pur et simple de ces camarades auxquels vont toutes nos pensées et nos sentiments de solidarité active. Nous savons aussi que dans leurs villes d'origine respective le « SECOURS ROUGE » est organisé autour de leurs familles, moralement et matériellement. » *Des exemples concrets furent donnés dans les numéros suivants de H.-R., en pleine bataille contre la bourgeoisie et ses éléments liquidos infiltrés, qui avaient entrepris un vaste travail de sape de l'intérieur corrélativement aux arrestations.*

La première liste de souscription intitulée « SECOURS ROUGE, SOUTENONS FINANCIEREMENT LES CAMARADES EMPRISONNES ET LEUR FAMILLE » *est parue dans H.-R. n° 52 du 19 mars 1970.*

La lutte pour la libération des marxistes-léninistes emprisonnés, pour reconstitution du Parti Communiste Marxiste - Léniniste de France, indiquait ainsi nettement son contenu de classe prolétarien. La solidarité n'avait pas été entrevue uniquement sur le plan financier, mais aussi sur le plan politique.

On avait pu lire encore dans notre journal :

« ... Ce sont les marxistes-léninistes de l'H.-R. qui inquiètent le plus le pouvoir. Des perquisitions et interpellations tout à fait arbitraires ont été pratiquées dans trente villes contre des dizaines de militants marxistes-léninistes. De plus ces mesures répondent aux appels incessants des dirigeants révisionnistes qui supplient le pouvoir de les débarrasser de ces « prochinois » qui les empêchent de poursuivre leur sale travail en toute impunité ».

Plus loin, on indiquait également aux C.D.H.R. et aux comités de Front Uni comment engager la bataille politique et l'action *pour venir au secours des camarades marxistes - léninistes emprisonnés. On montrait comment les marxistes-léninistes devaient adopter devant les tribunaux bourgeois le principe illustré par Dimitrov :* « LA MEILLEURE DEFENSE C'EST L'ATTAQUE ! » *ou celui du président Mao :* « TOUJOURS GARDER L'OFFENSIVE DANS LA DEFENSIVE » :

« Poursuivis devant la Cour de Sûreté de l'Etat capitaliste sous l'inculpation de « reconstitution de ligue dissoute », en l'occurence le « PARTI COMMUNISTE MARXISTE - LENINISTE DE FRANCE », nous savons qu'ils vont se défendre en attaquant la société répugnante de la bourgeoisie décadente qui prétend les condamner. Ils appliqueront le principe : « LA DEFENSE ACCUSE ! ».

Nous verrons la semaine prochaine comment notre journal indiquait ensuite de quelle façon devait être engagée la solidarité par la lutte offensive.

(à suivre).

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « l'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
3 mois	10 F	20 F	20 F
6 mois	20 F	40 F	40 F
1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F.

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

COMMENT SOUSCRIRE A H.R.

En versant :

- **Par mandat ou mandat-lettre adressé à « l'Humanité Rouge » - B.P. 134, Paris (20e).**
- **En timbre-postes (à notre B.P.).**
- **Par mandat directement versé sur notre C.C.P. (30226-72 La Source).**
- **Par chèque postal.**
- **Par chèque bancaire.**

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE...

USINE BATIGNOLLES A NANTES

L'action se poursuit. Les 1 800 travailleurs ont fermement décidé de poursuivre leur grève, ils entament leur quatrième semaine de lutte.

La semaine dernière le directeur buveur de sang a adressé une lettre de chantage demandant aux métallos en grève de reprendre le travail. Ce valet servile de l'exploitation capitaliste jugeait la grève « néfaste pour tous ». Rien de plus clair pour un cadre de répression qui dans la lutte de classe se range obligatoirement du côté des exploiteurs.

Mais de plus en plus la solidarité s'exprime. C'est ainsi que les ouvriers des usines Pamiers (Ariège) et Tarbes, appartenant au groupe Creusot-Loire, ont débrayé à plusieurs reprises pour soutenir la juste lutte des grévistes de Batignolles.

A Saint-Nazaire, également, les métallurgistes de la S.N.I.A.S. et des chantiers de l'Atlantique ont tenu un meeting de solidarité envers leurs camarades de Batignolles.

Développons la solidarité active !

Popularisons la juste lutte des métallos de Batignolles !

Creusot-Loire peut payer !

Faisons rendre gorge aux exploiteurs !

USINE BIARRITZ-SHOES A BAYONNE

Le vendredi 29 janvier la direction a déposé le bilan. 860 ouvriers vont être licenciés, jetés à la rue. Voilà ce qu'est la sécurité de l'emploi en régime capitaliste. Encore un résultat de l'accord sur la sécurité de l'emploi signé le 10 février 1969 par les bonzes révisionnistes et réformistes !

L'entreprise a fait faillite avec un « passif » de 20 millions de francs et le carnet de commande est rempli jusqu'au mois d'avril.

Tous les mensonges, toutes les duperies n'empêcheront nullement la révolte des ouvriers. Tout d'abord il a été annoncé que l'entreprise serait rachetée par une nouvelle société et que le personnel serait réembauché. Mais avec combien de licenciements effectifs ! avec quelles pertes de salaires !

Et puis le premier février on apprenait qu'aucune assurance ne pouvait être donnée pour l'avenir ! Quant aux syndicats, ils incitent les travailleurs à poursuivre le travail, afin d'honorer le carnet de commandes. Mais les ouvriers sont d'un autre avis, ils sont décidés à lutter et ont occupé l'usine. Le mardi 2 février ils ont manifesté dans les rues de Bayonne et bloqué la Nationale 10 pendant 20 minutes. Ils étaient au nombre de 850.

Nous ne voulons pas grossir l'armée de chômeur !

Nous voulons du travail et du pain !

Contre le chômage conséquence du capitalisme, nous luttons classe contre classe !

HOUILLERES DE LORRAINE

La décision de fermer, à la fin de 1973 le puit de Faulquemont a entraîné la juste révolte des mineurs du bassin Lorrain. Jeudi 4 février, les mineurs occupent le siège de Folschwiller, le siège social des houillères de Merlebach.

A la violence réactionnaire les mineurs de Merlebach opposent la juste violence révolutionnaire. Ils crient avec colère : « Nous voulons vivre », « Non à la liquidation de nos mines ».

C'est muni de manches de pioche qu'ils montent la garde. Ils ont pris toutes les dispositions pour alerter la population en cas d'attaque par les forces de répression. Les mineurs veulent du travail et du pain, c'est pourquoi ils doivent constituer de solides comités de lutte contre le démantèlement du bassin houiller.

Non à la liquidation !

Non au chômage !

DEBERNY-PEIGNOT A PARIS.

Mardi 2 février, 400 ouvriers font grève avec occupation contre le licenciement de 13 de leurs camarades de travail.

Après trois jours de grève, ils obtiennent la suspension des licenciements. Le problème n'est pas réglé et nous devons être vigilants. Préparons-nous dès maintenant à une ferme riposte !

Non au licenciement !

Non au chômage !

PENARROYA A SAINT-DENIS

Après 17 jours de grève avec occupation des lieux de travail, les travailleurs obtiennent une augmentation de salaire. Pour une centaine d'ouvriers les plus mal payés, l'augmentation atteint 150 F par mois. C'est dans l'unité de combat, travailleurs français et immigrés en appliquant le juste mot d'ordre : classe contre classe, qu'ils ont arraché au capitalisme exploiteur cette revendication.

Ils ont fait la preuve que l'unité à la base et dans l'action est payante !

RENAULT A BOULOGNE-BILLANCOURT

A la suite des grèves des 22 et 23 janvier à l'atelier de sellerie, les cadres repressifs des usines Renault licencient deux ouvriers qui ont fait grève et mettent à pied pour trois jours, quatorze autres travailleurs.

Ces valets serviles doivent rendre des comptes !

Faisons respecter le droit de grève en intensifiant la lutte, classe contre classe.

Unité à la base et dans l'action contre les mesures de répression, contre la fascisation !

O.R.T.F.

Les mouvements de grève tournantes du personnel de l'O.R.T.F. pour leurs revendications se sont poursuivis la semaine dernière.

Pour le succès de nos revendications passons à une étape supérieure !

NEUILLY-SUR-MARNE

Des métallos d'une entreprise débrayent deux heures pour une question de chauffage.

SOUTENONS LES EMPRISONNES POLITIQUES !

Les grévistes de la faim luttent contre le régime pénitentiaire et pour la reconnaissance de leur statut de prisonniers politiques.

(Voir article spécial page 6)

Des militants qui allaient être libérés, notamment à Bordeaux et Toulouse, ont poursuivi leur grève de la faim jusqu'au dernier jour de leur détention.

Le gouvernement a transféré de Toulouse à Marseille à l'hôpital de la prison des Beaumettes les trois grévistes toulousains, Georges ANGELY, Richard KAMINSKY et Stéphane DELAGE de LUGET, dans le but de les isoler du mouvement de soutien qui s'est développé à Toulouse.

Soulignons qu'en luttant pour la reconnaissance de leur qualité de prisonniers politiques les grévistes de la faim ne s'opposent nullement aux « droit commun » qui dans leur majorité, sont des victimes de l'oppression capitaliste, jeunes travailleurs ou jeunes chômeurs condamnés pour des délits sans importance alors que les vrais escrocs et les vrais assassins peuvent dormir tranquilles. Ils peuvent même être P.D.G., députés ou ministres.

Correspondant H.R., Toulouse

LES COTISATIONS SYNDICALES AUGMENTENT

OU VA L'ARGENT ?

L'autre jour, un tract luxueusement imprimé sur papier glacé nous en apprenait une bien bonne : En un court — très court ! — paragraphe, les travailleurs syndiqués à la C.G.T. étaient sommés de verser désormais, en guise de cotisation syndicale, 1 % de leur salaire mensuel au lieu de la traditionnelle heure de salaire.

Il n'y a pas plus généreux que les travailleurs, ceux des Batignolles qui collectent en ce moment à la porte des grandes entreprises de la région parisienne peuvent en témoigner : leur appel à la solidarité reçoit une réponse enthousiaste.

Si ça rouspète salement dans les rangs des syndiqués C.G.T. ce n'est donc pas une histoire de sous. C'est que bon nombre commencent à se demander avec une certaine colère ce qu'on fait de ce pourcentage de leur salaire, à quoi il sert ? à qui ? Est-ce à financer la lutte sans merci contre les patrons ? pour cela leur porte-monnaie est toujours largement ouvert.

Mais n'est-ce pas plutôt à engraisser une armée de « négociateurs » qui vivent, somme toute, fort confortablement de ce job ?

Si le mécontentement règne, même parmi les plus fidèles, c'est qu'on commence à avoir vent d'un certain nombre de choses qui ne plaisent pas du tout : la somptueuse réception dans les salons d'Orly après le 37e Congrès qui a consacré officiellement l'abandon de la lutte des classes. La conférence de presse dans les salons de l'hôtel « Lutétia » après la rencontre nationale sur la main-d'œuvre féminine (cette rencontre dont le symbole était un visage de grande bourgeoise orné de vastes boucles d'oreilles !) l'ordinateur de la « Vie Ouvrière » qui sert à faire de savants calculs prouvant que les patrons font des profits sur notre dos : ça on le savait, merci bien ! Mais quand il s'agit comme aux Batignolles, d'aller rogner un peu de ces profits, c'est des bureaucrates, payés avec notre argent, l'argent des travailleurs, qui viennent seriner qu'il faut reprendre le travail et que pour le reste on verra bien après !

Et la luxueuse revue « Options », réservée aux cadres, qui paraît-il sont tous nos alliés et aussi férocement exploités que nous ?

Non ! vraiment tout cela ne plaît pas du tout ! et la goutte d'eau qui a fait déborder le vase c'est que le court paragraphe en question émanait d'un certain Bertheloot, secrétaire confédéral et directeur des impôts et qui, à ce titre, touche bien régulièrement ses 450 à 500.000 AF par mois ! Vrai ou pas vrai, M. Bertheloot ?

Mais cette nouvelle escroquerie ajoutée à tant d'autres, ouvre les yeux et je connais plus d'un vieux collecteur qui vient de flanquer sa démission en disant qu'il en a marre d'aller taper ses copains qui gagnent péniblement 90, 100, 120.000 AF, pour les briques de la « Vie Ouvrière » ou le papier glacé d' « Antoinette ». Et on se dit de bouche à oreille, mais de plus en plus fort et de plus en plus souvent, qu'on aurait plus besoin de caisses de grèves, actuellement inexistantes, que de moquettes dans les bureaux d'une prétendue « Vie Ouvrière ».

Un travailleur de la région parisienne.

LETTRES DE TRAVAILLEURS :

LE CAPITALISME C'EST LE CHOMAGE !

Je suis un travailleur portugais. J'étais employé comme ouvrier spécialisé chez Martinot à Rennes, sur le chantier du Champ-de-Mars. Martinot a fait faillite. Résultat : le 22 décembre, je me suis retrouvé à la porte avec 400 camarades de travail. A présent j'ai réussi à me faire embaucher sur le chantier X... Mais où iront mes 400 camarades ?

Sans doute rejoindre l'armée de réserve industrielle de la société capitaliste française !

A bas la société de chômage !

A bas le capital !

Um Trabalhador Portugues.

★

Mon père, 60 ans, vient d'être licencié. Sa force de travail n'était plus suffisante. On jette l'homme quand il est usé.

Les « petits patrons » sont des patrons à part entière mais leur rapacité ne rencontre qu'une faible résistance.

Camarades, unissons-nous !

En avant vers la dictature du prolétariat qui abolira le chômage !

Un Correspondant Paris-Banlieue Ouest.

CORRÈZE ET ARDÈCHE

SIDEM : MISE AU CHOMAGE MASSIVE

Mais que se passe-t-il à Bort ?

à Annonay ?

Que font nos délégués ?

Pourquoi on ne nous renseigne pas ?

Car l'action doit être organisée sur les trois usines.

Bort et Annonay seront aussi touchés par la réorganisation du personnel, la fusion entraînant une spécialisation plus poussée des différentes usines. Si leur tour n'est pas arrivé, il ne saurait tarder.

Sidem est prudent...

Il ne va pas se mettre en même temps ses trois usines à dos...

On l'a vu pour Planus : il l'a appliqué atelier par atelier pour diviser les ouvriers.

Les ouvriers des trois usines doivent être mis au courant de ce qui se passe dans chacune d'elles et être SOLIDAIRES.

EXIGEONS UNE RAPIDE REUNION D'INFORMATION !

ORGANISONS LA RISPOSTE.

Si nous laissons faire, certaines mises au chômage se transformeront en licenciements ; car nous savons par expérience que toute fusion d'entreprise entraîne inévitablement une compression de personnel.

Il faut lutter résolument !

Notre force c'est notre unité et notre détermination : seule une action massive touchant les trois usines fléchira le patron Sidem.

Les délégations auprès de la direction n'amèneront rien ; en plus, les organiser service par service, c'est diviser notre lutte.

C'est quand on a engagé la bataille dans l'unité et qu'on s'est mis en position de force que l'on peut s'asseoir à la même table que le patron pour imposer nos revendications.

Le patron ne lâche rien, si on lui demande poliment ; ce n'est que quand il a peur qu'il cède !

Décidons ensemble des formes de l'action : balayons celles qui ont fait faillite :

- *Délégation auprès de la direction avec représentant service par service.*
- *Débrayages répétés et de courte durée.*
- *Motions portées à la préfecture dans le calme et la dignité.*

Par notre action résolue, nous imposerons :

- *Le paiement intégral par l'employeur des pertes de salaire :*
  - *pour ceux qui sont au chômage,*
  - *pour ceux qui ont une réduction d'horaire.*
- *La garantie de l'emploi.*

TRAVAILLEUR, à la violence du patron (chômage, licenciements),

Opposons la violence révolutionnaire !

Osons lutter.

TOUS UNIS NOUS VAINCRONS!

Un groupe d'Ouvriers marxistes-léninistes.

SOLIDARITE information sur la région :

A la S.E.R.V. :
70 licenciements.

Chez Batirex :
60 licenciements.

Au Moulinage de Brives :
17 licenciements.

Le capitalisme est inséparable du chômage chronique et de la misère.

Seule la dictature du prolétariat libérera les travailleurs.

PETROLE, EAUX TERRITORIALES...

L'impérialisme partout défié, partout impuissant

Dans la même semaine les impérialistes nord-américains et leurs acolytes ont subi deux graves échecs.

L'O.P.E.P. (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) a rejeté le dikta' des grandes compagnies pétrolières occidentales (à majorité américaine) visant à leur acheter leur pétrole au plus bas prix. La presse bourgeoise évoque déjà le spectre d'un rationnement de l'essence et du mazout. Evidemment, les billets de banque n'ont jamais pu être utilisés comme carburant et si les pays producteurs de pétrole restent fermes et unis, les impérialistes devront baisser pavillon.

Deuxième échec de l'impérialisme yankee : à l'O.E.A. (Organisation des Etats Américains) la quasi-totalité des états d'Amérique Latine, y compris ceux jusque là dociles aux vues du Département d'Etat, ont refusé de condamner l'Equateur dans le conflit qui l'oppose aux USA dans la question des eaux territoriales. Mieux, pratiquement, ce sont les USA qui se sont retrouvés au banc des accusés.

Examinons le sens et l'importance de cette remise en question générale de la mainmise impérialiste sur les richesses des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine.

Autrefois, quand on parlait des « grandes compagnies » il s'agissait de bandits de grands chemins et coupe-jarrets de tout acabit, qui rançonnaient les paysans, déjà accablés par les droits féodaux.

Aujourd'hui, dans le vocabulaire économique, les « grandes compagnies », ce sont les monopoles pétroliers, et leurs victimes sont les peuples des pays producteurs de pétrole. De fait, la Standard Oil ou la Shell ne sont pas moins rapaces que les « grandes compagnies » de jadis. Seuls les moyens employés diffèrent.

Pendant bien des années les « grandes compagnies » pétrolières ont sauvegardé et même accru leur emprise sur les pays producteurs :

1° En payant grassement les gouvernants bourgeois ou féodaux de ces pays (l'Iran, le Venezuela, l'Arabie Séoudite, etc.) pour faire régner l' « ordre » impérialiste.

2° En renversant par la subversion les gouvernements nationalistes bourgeois qui montraient une propension trop marquée à revendiquer une plus grosse part du gâteau.

Ce système a fonctionné sans à-coups en Iran, lorsque les féodaux iraniens ont renversé le gouvernement Mossadegh à l'aide d'un coup d'Etat militaire le 19 août 1953.

Il a également fonctionné (au prix, il est vrai, de près d'un million de morts) en 1965 en Indonésie, lorsque les grandes compagnies — et les Etats impérialistes à leur service — ont fomenté le coup d'Etat fasciste de Suharto-Nasution.

Le même schéma, avec quelques variantes, s'est reproduit dans une série de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Cependant, chaque coup de force s'est traduit, dans le pays considéré, par l'apparition ou le renforcement de l'avant-garde révolutionnaire. Ainsi, au Venezuela, malgré les erreurs « castristes » dont elle a souffert, la lutte armée déclenchée en 1961 n'a pu être vaincue. Ainsi, en Indonésie, se développe-t-elle sous la direction du Parti communiste, qui a tiré les leçons de ses erreurs droitières de la période de 1951-1965. Ainsi, en Iran, le pouvoir chancelant du Chah ne se maintient-il que par une terreur permanente alliant les parodies de procès et les exécutions sommaires.

Par ailleurs, des régimes nationalistes bourgeois, le plus souvent dirigés par des militaires, ont renversé, ces dernières années, les cliques de fantoches, créatures des grandes compagnies. Cela a été le cas, notamment en Libye, au Pérou, en Bolivie...

En outre, les royalties (parts des bénéfices ristournées aux gouvernements des pays producteurs) ont renforcé économiquement les féodaux et les bourgeoisies compradores de pays tels que l'Arabie Séoudite, le Koweit, l'Iran, etc.

Enfin les rivalités inter-impérialistes et celles se développant entre l'impérialisme classique et le social-impérialisme ont joué dans le même sens. Ainsi, l'ENI italienne et l'ELF-ERAF française ne se sont pas jointes au front commun des grandes compagnies. Les monopoles japonais font eux aussi cavalier seul.

Les dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S., de la R.D.A., etc. renforcent leurs relations économiques avec les pays producteurs. Leur pénétration récente au Pérou, au Venezuela, au Nigéria se situe dans ce cadre. Le cas extrême est l'Iran, où le pouvoir mène sur le plan politique une répression férocement anti-communiste (frappant même les militants révisionnistes), — et sur le plan économique, une coopération industrielle et commerciale accrue avec l'U.R.S.S.

Tous ces facteurs font qu'un front commun des pays exportateurs vient de se créer pour exiger une répartition des bénéfices autre que celle en vigueur jusqu'à maintenant. Qu'on en juge :

Les pays producteurs reçoivent moins d'un dollar de chaque baril de pétrole brut qui se vend à un prix variant entre 12 et 14 dollars au marché européen. De cette façon, les monopoles pétroliers impérialistes tirent d'énormes profits. Les sept compagnies pétrolières monopolistes les plus importantes du monde (cinq américaines, une anglo-néerlandaise et une britannique) qui sont les plus grandes exploiteuses des pays producteurs de pétrole ont encaissé un profit net de 4 milliards 500 millions de dollars en 1969 et environ 3 milliards 500 millions de dollars durant les trois premiers trimestres de 1970. »

Ces chiffres, donnés par l'agence « Chine Nouvelle », ont été confirmés par les déclarations des ministres du pétrole séoudien, iranien, koweitien, etc.

Quelle amertume pour la Standard Oil et la C.I.A., de voir le régime du Chah (qu'ils ont remis en selle) et celui des féodaux séoudiens (qu'ils maintiennent à grand peine) se dresser contre ceux à qui ils doivent d'exister encore !

Nous n'aurons garde, quant à nous, de modifier en quoi que ce soit le jugement sévère que nous portons sur de tels régimes. Ils sont promis à l'effondrement sous les coups de leurs propres peuples. Mais l'ennemi principal des peuples du monde entier reste l'impérialisme américain. Tout ce qui bat de brèche son hégémonie est positif.

La lutte des pays producteurs de pétrole est une juste lutte parce qu'elle va dans le sens de la lutte générale du prolétariat et des peuples du monde entier contre l'impérialisme avec comme chef de file l'impérialisme américain.

Hervé KERMOAL.

(à suivre).

GUINEE :

A PROPOS DE CERTAINES LARMES DE CROCODILES

Il n'est pas trop tard pour revenir sur les exécutions qui ont suivi l'échec de la tentative colonialiste de remplacer par la force le gouvernement de Sékou Touré par une équipe de marionnettes à la solde des colonialistes anciens (portugais) et nouveaux (allemands de l'Ouest).

D'abord, entendons nous bien. Nous n'avons jamais chanté la louange du régime de Sékou Touré ou de tout autre régime semblable, et n'entendons pas le faire. Les révisionnistes soviétiques, français et autres ont certes répandu la fable d'une voie vers le socialisme sans dictature du prolétariat, et mieux, sans parti révolutionnaire prolétarien. Cette fable leur a permis de baptiser « démocraties nationales » des régimes comme ceux de N'Krumah au Ghana, de Modibo Keita au Mali, etc. et, précisément, de Sékou Touré en Guinée, et d'accorder à ces régimes une reconnaissance de leur caractère « révolutionnaire » et « socialiste ».

Mais les communistes et révolutionnaires authentiques, fidèles au marxisme - léninisme, n'ont jamais cautionné de telles vues.

Ceci dit, l'agression portugaise contre la Guinée est un fait clairement établi, comme sont clairement établies les complicités dont les Portugais disposaient en Guinée même. Il est également très probable que les services de Foccard, qui n'ont jamais désespéré de « récupérer » la Guinée pour le compte du colonialisme français, ont sérieusement trempé dans cette affaire. Sans l'accord de Foccard, les fantoches du F.L.I.N.G. (Front pour la « Libération » et l' « Indépendance nationale » de la Guinée) ne trouveraient pas asile et aide active au Sénégal et en Côte-d'Ivoire !

Les Portugais, quant à eux, espéraient porter un coup mortel aux révolutionnaires de la Guinée portugaise qui, sous la direction du P.A.I.G.C., leur infligent défaite sur défaite.

Au moment même où s'achevaient les pendaisons de Conakry, un coup d'Etat militaire renversait le régime de Milton Obote en Ouganda. Obote était l'un des chefs de file de la résistance des pays africains du Commonwealth britannique à la politique du gouvernement de Londres. Il s'était élevé violemment, à la récente conférence de Singapour, contre les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie racistes.

Son successeur sera sans doute plus « souple ».

Les gens qui ont versé des torrents de larmes sur les pendus de Conakry sont restés muets sur les centaines de morts ougandais, assassinés pour avoir résisté à la clique militaire pro-britannique.

Ces morts-là n'étaient pas dans le « bon » camp. Qu'ils meurent donc, comme sont morts le million de Congolais massacrés par les impérialistes américano-belges et leurs marionnettes Kasavubu - Mobutu - Tchombé, ou le million d'Indonésiens exterminés par la clique Suharto-Nasution, hommes de paille de la C.I.A. Et ne parlons pas des Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens, Palestiniens, Dominicains, Tchadiens, Guadeloupéens, etc. massacrés par les impérialistes et leurs divers fantoches, réactionnaires locaux ou racistes sionistes !

A propos de ces derniers, rappelons que le coup d'Etat en Ouganda a été dirigé par des officiers formés par des instructeurs israéliens...

La presse et la radio bourgeoises, qu'elles soient françaises ou yankee, ne versent de larmes que sur les hommes de main de l'impérialisme (lorsqu'ils ratent leurs mauvais coups). Mais elle prend aisément son parti du massacre de tout un peuple si les intérêts de l'impérialisme sont en jeu.

C'est pourquoi nous ne sommes pas dupes des larmes de crocodile versées par toutes les pleureuses de la bourgeoisie sur les pendus de Conakry.

Quand, de « Minute » au « Nouvel Observateur », les porte-parole de la bourgeoisie crient « au meurtre ! » les révolutionnaires africains et leurs camarades français leur répondent : « Vos gueules, tartuffes ! Pas cela, et pas vous ! »

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

Contre envoi postal sur commande à H. R. : 2,20 F

Pompidou inspecte les fantoches du néo-colonialisme français

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DE MAURITANIE

Le colonialisme brutal qu'exerçait l'impérialisme mondial a suscité de part le monde des soulèvements et des révolutions populaires.

L'impérialisme français adopta en conséquence après 1958 une stratégie nouvelle : le néocolonialisme ; le pouvoir fut tout simplement remis aux mains d'un gouvernement antinational entièrement soumis aux impérialistes.

Formellement donc ces pays sont indépendants ; en fait ils sont encore colonisés. Leurs situations économiques, politiques et culturelles le montrent clairement.

En Mauritanie, le secteur moderne de l'économie est entièrement aux mains de l'impérialisme. Les trusts internationaux, Miferma, Somima, etc. exploitent librement les mines de fer et de cuivre du pays. La bourgeoisie compradore se développe de jour en jour au grand détriment de l'économie nationale. L'étranglement financier est plus que jamais étouffant. Quant au secteur traditionnel, il constitue la propriété privée de la féodalité. Le peuple n'a rien et il continue à vivre dans la misère la plus totale.

Sur le plan politique, un parti gouvernemental fut créé peu après la pseudo-indépendance. Son rôle est de détourner par la démagogie et la mystification le peuple de l'exploitation qu'il subit. Par ailleurs toute liberté d'expression et toute activité politique en dehors de ce parti unique sont interdites. Il s'efforce aussi d'intégrer en son sein les syndicats !...

Pour mieux asseoir sa domination économique, l'impérialisme a imposé par l'intermédiaire de ses valets locaux un enseignement en langue française et plus généralement une culture totalement réactionnaire, véritable véhicule de l'idéologie bourgeoise.

LUTTE DU PEUPLE DE MAURITANIE

Mais la démagogie et les mensonges ne peuvent pas tromper éternellement un peuple. Pour les Mauritaniens les événement de Mai 68 où près de 90 ouvriers ont été massacrés par les forces de répression pour avoir osé lutter pour l'amélioration de leurs conditions matérielles, constituent le facteur décisif dans la prise de conscience.

Les luttes ouvrières sont sanctionnées par des licenciements abusifs. 160 ouvriers travaillant pour une société impérialiste, la Sacer, furent licenciés en 1969. 53 ouvrières de l'Office du Tapis furent mises à la porte en août dernier et 110 dockers connurent le même sort tout dernièrement en décembre.

Les libertés syndicales sont bâillonnées : les congrès des syndicats démocratiques sont interdits pour avoir refusé leur intégration au parti de leurs ennemis de classes.

Les établissements secondaires sont fermés chaque année depuis 1966 et plusieurs élèves, 265 en 1970, sont renvoyés. Les étudiants luttent continuellement pour des conditions de vie et d'études décentes et contre l'aliénation culturelle qui leur est imposée.

A tous ces événements vinrent s'ajouter l'arrestation de cinq travailleurs dont le seul crime est d'avoir exposé un cahier de revendications matérielles des ouvriers de la société Somima d'Akjoujt et, tout dernièrement, l'arrestation et le jugement d'un étudiant qui avait été trouvé en possession des travaux d'un congrès clandestin d'une organisation démocratique d'étudiants mauritaniens !

La condamnation à quarante-cinq jours de prison ferme de cet étudiant donna l'occasion au peuple d'exprimer à Nouakchott et dans d'autres villes sa détermination à lutter contre l'arbitraire et la misère. Mardi 5 janvier 1971, eut lieu une manifestation monstre à laquelle participèrent toutes les couches exploitées de Nouakchott, et en particulier les travailleurs et les étudiants. Elle a duré plus de quatre heures de temps sans pouvoir être dispersée et ce malgré la cruauté de la répression. La police et la garde furent malmenées par le peuple en colère.

A l'issue de cette manifestation, les travailleurs essayèrent de tenir dimanche 10 un meeting public qui fut dispersé par les forces de l'ordre. Celles-ci opérèrent par ailleurs des arrestations massives. La plupart des syndicalistes conséquents et des démocrates présents à Nouakchott sont actuellement dans les prisons.

A l'heure où les informations nous sont parvenues, les élèves étaient en grève illimitée depuis le 10 janvier. Ils réclament entre autres la libération des emprisonnés. Les syndicats ont lancé un mot d'ordre de grève générale, elle aussi illimitée, jusqu'à la libération des emprisonnés, pour le 15 janvier.

La visite de Pompidou en Mauritanie a eu lieu à l'heure où le peuple mauritanien mène une lutte de plus en plus déterminée et de plus en plus consciente contre l'impérialisme.

A BAS L'IMPERIALISME ET LE NEO-COLONIALISME FRANÇAIS !

Un Correspondant H.R.
mauritanien.

DROLE « D'INDÉPENDANCE » AU SÉNÉGAL : UN FRANÇAIS MINISTRE DES FINANCES ?

« Camarades,

Une des formes de répression est le silence. Par tous les moyens nous devons le briser.

En ce moment même la lutte du peuple sénégalais prend de l'ampleur, la répression policière aussi.

Alors que le peuple sénégalais produit l'arachide, l'huile sur les marchés se fait rare ; le riz augmente.

Le gouvernement de Senghor ne fait rien. Il se contente de débloquer 3 millions de francs pour améliorer la voierie en vue du voyage de Pompidou à Dakar. Les coteries se battent. Le clan de l'impérialisme français avec à sa tête Jean Collin (un Français !!!), ministre des Finances, l'emporte semble-t-il. Pourquoi ? On a découvert du pétrole au Sénégal et peut-être aussi de l'or dans les régions orientales.

La colère populaire monte. Des slogans anti-impérialistes et anti-français sont peints partout. L'Union Nationale des Travailleurs Sénégalais (U.N.T.S.) est visée par le pouvoir car elle constitue une force révolutionnaire conséquente.

Le camarade Abdoulaye Thiam vient d'être arrêté. Il est secrétaire général de l'U.N.T.S. Le camarade Assagne Diagne, vieux syndicaliste de la Fédération des pétroles, est lui aussi arrêté ainsi que des camarades de la Fédération des enseignants et de la Santé publique. Ces camarades sont transférés au « Fort B » où il y a quelques temps deux détenus avaient trouvé la mort. Cela nous éclaire sur les conditions de détention.

La Bourse du Travail est occupée par la police. L'U.N.T.S. est attaquée : des syndicalistes appartiendraient à des organisations de tendance marxiste-léniniste. On attaque donc l'U.N.T.S. pour un délit d'opinion.

Les enseignants répliquent à la répression par une grève générale ; 80 à 95 % suivent la grève dans l'ensemble du pays.

Les étudiants rejoignent la lutte du peuple. Ils font la grève des cours. La répression s'abat sur eux. Le restaurant universitaire leur est interdit et ils ne peuvent se rendre en ville. Ils sont comme prisonniers dans la cité universitaire. Ils répliquent en saccageant l'intendance. Des incendies sont allumés.

La lutte des masses est croissante au Sénégal. La prise de conscience anti-impérialiste se fait de plus en plus vite. La répression s'accroit. Le fantoche Senghor s'agite. N'oublions pas non plus que des troupes françaises stationnent à Dakar et qu'elles sont entraînées à la répression. C'est d'ailleurs leur seule utilité.

Cela ne m'empêchera pas de lutter pour porter haut le drapeau du marxisme-léninisme.

Vive l'amitié indestructible et militante des peuples sénégalais et français !

Mort aux fantoches et à ceux qui les dirigent !

Brisons par tous les moyens le mur du silence ! »

(D'après la lettre d'un militant sénégalais).

Le 31 mai 1968, la capitale du Sénégal fut couverte de barricades dressées par les ouvriers et les étudiants. Ci-dessus l'avenue Maginot, l'une des principales rues de Dakar, après que l'ordre néocolonialiste eut été rétabli à coups de fusil. Ce n'était qu'un début, le peuple sénégalais continue le combat !

COMMUNIQUÉ DE L'A. G. E. G.

Nous avons reçu de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens un communiqué de presse dénonçant les manœuvres auxquelles se sont livrés les dirigeants révisionnistes qui manipulent l'Union Internationale des Etudiants.

Le communiqué déclare entre autres :

« A la suite de manœuvres anti-démocratiques et arbitraires qui ont présidé à la tenue du 10e congrès de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.) :

— Refus d'envoyer une lettre d'invitation à :

L'Association Générale des Etudiants Martiniquais (A.G.E.M.), membre du Comité Exécutif de l'U.I.E. ;

L'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens (A.G.E.G.) membre de l'U.I.E. ;

L'Union des Etudiants Guyanais (U.E.G.), membre de l'U.I.E.

— Expulsion du territoire Tchécoslovaque du délégué de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens.

— Menaces proférées à l'encontre du délégué de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens qui refusait de quitter l'Aéroport de Prague sans une note écrite de l'U.I.E.

Les Associations et Union sous signées dénoncent ces manœuvres bureaucratiques et anti-démocratiques (contraires aux statuts de l'U.I.E.) comme étant la manifestation de la volonté du Secrétariat de l'U.I.E. et des autorités Tchécoslovaques d'écarter du 10e Congrès de l'U.I.E. les courants politiques susceptibles de dénoncer la normalisation en Tchécoslovaquie et la ligne révisionniste de l'U.I.E. ;

Dénoncent par avance toute organisation à la solde de l'U.I.E. qui prendrait la parole aux noms des Etudiants Guadeloupéens, Guyanais ou Martiniquais ;

Appellent les Etudiants et les Unions d'Etudiants véritablement anti-impérialistes à dénoncer le 10e Congrès de l'U.I.E. comme étant non représentatif du mouvement étudiant anti-impérialiste mondial.

L'office d'information et de presse du Comité central du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) nous a fait parvenir une déclaration d'importance historique émanant du « COMITE COORDONNATEUR PRO FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-FASCISTE ET PATRIOTE (F.R.A.P.) ».

Nous publierons ce document dans notre prochain numéro.

Camarades, les cheminots se révoltent !

Le gouvernement-patron et tous les syndicats (CGT, CFDT, FO, etc.) sont tous contents des derniers accords S.N.C.F.

Voyons de quoi se réjouissent tous ces beaux merles chanteurs et, si nous autres cheminots de la base pouvons chanter les louanges du « nouveau climat social ».

AUGMENTATION AU POURCENTAGE DE 6 % EN 1971

Résultat : ce sont les « grosses casquettes » qui vont empocher le gros de l'augmentation. L'homme d'équipe qui touche 75 000 AF par mois touchera à peu près 5 000 AF d'augmentation en 1971 tandis que les hauts cadres, chiens de garde du gouvernement-patron, vont empocher 25 000 AF ou plus par mois. A eux la bonne part du gâteau. Ils vont pouvoir se payer des vacances « grand luxe » et quelques autres petites choses. Quant à nous, hommes d'équipes, brigadiers, facteurs, ou chefs de manœuvres on va continuer à faire de la corde raide pour joindre les bouts ! Combien de cheminots de l'échelle 2 à l'échelle 7 sont obligés de faire des journées de 6 heures à 8 heures en dehors de la S.N.C.F. !

Pour l'ouvrier le capitalisme c'est l'esclavage salarié et les gros profits pour les patrons et leurs valets.

L'ECHELLE MOBILE BASEE SUR LES 259 ARTICLES

Deuxième point de cette tarte à la crème : *une soi-disant échelle mobile basée sur les 259 articles*, avec une close de sauvegarde fonctionnant quand les prix ont augmenté de 4 % (selon l'indice des 259 articles ! On connait l'efficacité des 259 articles pour contrôler les prix. En Mai 68 la C.G.T. avait demandé 30 % d'augmentation du S.M.I.G. basé sur les 259 articles ; mais ces 259 articles contrôlent tellement bien les prix que six mois après, la même C.G.T. demandait une nouvelle revalorisation du S.M.I.G. de 20 % pour rattraper la hausse des prix de ces six mois). On peut donc facilement imaginer à quelle sauce les cheminots vont se faire dévorer par l'Etat-patron s'ils acceptent ces accords comme le font les permanents porte-serviettes des syndicats. Pour assaisonner le tout l'échelle fonctionnera au pourcentage au plus grand régal des cadres qui ne manqueront pas de trinquer à la santé de la direction de la S.N.C.F. et des pontes syndicaux.

Troisième point de cette tarte à la crème « grande victoire de l'unité syndicale » :

LES 42 HEURES EN SEPTEMBRE 1971

Décidément la direction S.N.C.F. est bien gentille d'accorder des réductions d'horaires à ses employés ! La S.N.C.F. prendrait-elle soin de la santé de ses employés ?

Non camarades ! Les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat sont inconciliables. Si la S.N.C.F. accorde les 42 heures c'est qu'elle y trouve son compte ! Tous les cheminots savent qu'à l'heure actuelle les compressions de personnel vont bon train. La manœuvre de la S.N.C.F. est simple : réduire les heures de travail tout en maintenant le même trafic et supprimer du personnel. Perspectives : 100 000 cheminots de moins entre 1968 et 1975 et ceux qui resteront feront le même travail en moins de temps.

Tant pis pour les conditions de travail des cheminots qui passent sous les wagons ! Le capitalisme n'en est plus à un assassinat d'ouvrier près. (A noter que les syndicats sont d'accord avec le retour par étapes, et se font aussi complices des compressions de personnel !)

Camarades cheminots, les syndicats nous trahissent, nous divisent avec leurs grèves catégorielles, locales, et c'est nous, la base qui « essuyons les carreaux ».

Pour défendre nos revendications :

— Les 40 heures tout de suite.
— Pas de salaires inférieurs à 100 000 AF net.
— Contre le plan de démantèlement de la S.N.C.F.
— Pour l'augmentation uniforme des salaires (et non au pourcentage).

Rejetons nos illusions et préparons-nous à la lutte !

En avant pour la formation d'une centrale syndicale rouge unique !

Abolition du patronat !

Vive la dictature du prolétariat !

Des Cheminots marxistes-léninistes de la Région parisienne.

LA GREVE DES P. T. T. : Une mobilisation de grande ampleur

Aux P.T.T. on travaille beaucoup et on est mal payé. Plus de 100.000 agents soit 1/3 des effectifs, touchent moins de 1.000 F par mois. A cela il faut ajouter que la grande majorité des auxiliaires touche moins de 800 F par mois. Quand on sait que le coût de la vie a augmenté réellement de plus de 20 % en deux ans, on voit encore mieux qu'avec de tels traitements les employés des P.T.T. ne peuvent pas aller loin. Mais ce n'est pas tout, plus le pouvoir d'achat baisse et plus empirent les conditions de travail.

La somme de travail nécessaire au fonctionnement des postes, des chèques postaux et des télécommunications augmente à un rythme très élevé : comme il ne s'agit pas pour le pouvoir bourgeois d'augmenter les effectifs en proportions cela n'a qu'une conséquence : l'exploitation accrue des agents des P.T.T.

Sans parler des conditions de sécurité dérisoires ; un exemple : au centre de tri de Paris-Brune il n'y a pas une infirmerie pour 2.700 postiers (!)

Pour l'Etat monopoliste, il n'y a pas de petits profits !

Mais cela ne suffit pas à la bourgeoisie monopoliste. Elle cherche comme à l'E.D.F. ou à la S.N.C.F., à « rentabiliser » le secteur. Les P.T.T. ne sont-ils donc pas rentables ? Si ! et les 53 milliards de bénéfices par an que réalise l'Etat sur le dos des travailleurs des P.T.T. en témoignent.

Mais ce n'est pas assez pour les monopoles. Pour suivre leur loi du profit maximum, leur gouvernement applique une politique intéressée qui consiste :

— A céder aux monopoles la gestion ouverte du secteur le plus rentable par lui-même, les télécommunications ;

— D'autre part, dans les secteurs postes et chèques à exploiter plus un personnel réduit, à augmenter les prix des services postaux pour l'ensemble du peuple travailleur (25 % d'augmentation sur les timbres en un an) et à réduire les prix déjà très bas pour les trusts (20 % de réduction sur les tarifs déjà bas pour les entreprises).

Tout cela montre à quel point Galley se moque des travailleurs lorsqu'il déclare : « Cette grève est impopulaire... cette grève ne correspond pas à l'intérêt de nos agents ».

Non M. Galley, cette grève correspond bien à l'intérêt du peuple travailleur et des agents des P.T.T. !

Ils ont raison d'exiger :

Pas de salaire inférieur à 1.000 F !

Suppression des abattements de zone.

La semaine de 40 h en cinq jours sans diminution de salaire !

15 points réels uniformes à tout le personnel *(soit 80 F de plus en moyenne par mois).*

A bas l'Etat des monopoles !

DANS LA HAUTE-LOIRE...

LES BONZES ORGANISENT UNE " GREVE " ZELEE !

Pour la grève c'est la neige qui était au rendez-vous. Un mètre de neige par endroits et les communications coupées, plus d'électricité, plus de télécommunication, de téléphone. Les poteaux et les fils avaient rompu sous la charge inattendue.

Quelle attitude devaient prendre les syndicats qui avaient pris la précaution d'avertir le gouvernement afin qu'il prenne à l'avance ses dispositions, mais qui avaient oublié de prévenir, même par dépêche express, le général hiver ? Fallait-il oui ou non maintenir la grève ?

Des camarades de la base ont dit que cela n'avait aucune importance et qu'il fallait profiter de la situation, de maintenir la grève et d'obliger le pouvoir à satisfaire les revendications, sinon il serait responsable de la gravité de la situation.

D'autres camarades ont dit, devant la gravité de la situation, des populations isolées, sans téléphone, sans électricité, etc. il faut annuler la grève, faire preuve de bonne volonté, afin de se mettre la population avec soi, puis ensuite de déclencher une grève dure.

Les bonzes syndicalistes locaux, aux ordres de la fédération, n'ont choisi aucune de ces deux solutions, ils en ont trouvé une autre, faisant preuve d' « imagination » !

« Le mauvais temps persiste. De nombreuses lignes téléphoniques sont très endommagées, voire même totalement détruites.

« Devant cette situation catastrophique, les agents de lignes C.G.T. de Thiers ont décidé à l'unanimité de poursuivre leur travail de réparation malgré la grève décidée pour vendredi 5 février. Ce jour-là, ils seront grévistes, c'est-à-dire qu'ils travailleront sans être payés *afin que le téléphone qui est un service public fonctionne bien et ce* malgré les très importantes revendications *qu'ils ont à formuler.*

Les lignards C.G.T. de Thiers espèrent, *de ce fait, être mieux compris du public. »*

Aux dernières nouvelles la direction des P.T.T. a bien compris. Elle aurait demandé aux dirigeants CGT de transformer cette grève d'une journée en grève illimitée. Ce serait pour elle le moyen radical et définitif de régler le problème des salaires : TRAVAILLER SANS ETRE PAYE !

Un Correspondant H.R.

RÉGIME SPÉCIAL POUR LES EMPRISONNÉS POLITIQUES !

Il y aura bientôt un mois que les détenus politiques de la Santé et d'autres prisons poursuivent une grève de la faim en vue d'imposer au pouvoir bourgeois de leur accorder le régime politique.

Les révolutionnaires prolétariens n'ont jamais considéré la grève de la faim comme une arme relevant de leur idéologie, qui se fonde, sur l'action révolutionnaire des masses, sous la direction d'un Parti de type nouveau, le Parti léniniste.

Mais cette considération de principe ne nous empêche nullement de souligner le courage et la volonté des militants anarchistes, qui ont recours à la grève de la faim en vue d'obtenir de meilleures conditions d'emprisonnement.

Le pouvoir odieux de la grande bourgeoisie capitaliste sera finalement contraint de céder, comme il le fut voici plus de dix ans pour les patriotes algériens qui avaient eu recours au même moyen de pression.

Pour nous, la question essentielle consiste à mobiliser contre la fascisation de ce pouvoir les plus larges masses prolétariennes, que les efforts et sacrifices spectaculaires de Jean-Paul Sartre et des militants de « La Cause du Peuple » ne sont pas parvenus à sensibiliser sérieusement.

Expliquons inlassablement à la classe ouvrière qu'après les étudiants et intellectuels « gauchistes », la répression s'abattra aussi sur les travailleurs, pour créer les conditions du fascisme. Le processus est déjà engagé en certaines occasions ; la seule riposte efficace consiste à développer la lutte des masses, classe ouvrière en tête.

Exigeons le régime politique pour les anarchistes emprisonnés ! Exigeons aussi leurs libérations pures et simples ; ils sont les victimes innocentes de la bourgeoisie et des faux révolutionnaires qui dirigent le Parti « communiste » français. « **L'anarchisme est la rançon de l'opportunisme de droite** », écrivait Lénine. Entre eux et leurs juges et geôliers, aucune hésitation n'est possible : nous sommes avec eux contre l'Etat bourgeois !

Libérez Geismar ! Libérez tous les jeunes militants injustement emprisonnés !

Et si vous ne les libérez pas, soyez certains qu'un jour viendra où les masses, sérieusement organisées et dirigées, s'en chargeront !

CONTRE LA CAMPAGNE HITLERIENNE DE " MINUTE "

A BAS LE RACISME !

Le journal fasciste « Minute » se distingue depuis quelques semaines en développant une campagne xénophobe et raciste contre les travailleurs algériens immigrés et contre tous les « arabes » en général. Le prétexte saisi a sa source dans la « crise » du pétrole.

Des groupes d'intellectuels, des personnalités d'origine diverse s'élèvent avec juste raison contre l'idéologie et les pratiques de style hitlérien de ce canard pourri.

Mais les marxistes-léninistes ont pour tâche première d'éveiller la conscience prolétarienne de la classe ouvrière contre ces relents fascistes, pour une solidarité de classe profonde et efficace envers les travailleurs algériens comme envers tous les travailleurs immigrés.

Vive l'internationalisme prolétarien !

A bas la xénophobie (1) et le racisme !

(1) Xénophobie : haine des étrangers ; racisme : haine des autres races.

A BAS LA FARCE ÉLECTORALE ! (2)

LÉNINE CONTRE LE PARLEMENTARISME

Nous sommes en « période électorale ». Tous les partis qui ont pignon sur rue, de l'UDR au P« C »F s'agitent. Dans les communes, on inaugure à tour de bras écoles, crèches ou foyers — attendus en vain par les travailleurs depuis quatre ou cinq ans... Dans les coulisses, ce sont les tractations sordides : tel quitte hâtivement les « centristes » pour rejoindre le parti radical et l'union de la gauche (!), tels autres marchandent le nombre de conseillers municipaux... Tous sont unanimes : « Aux Urnes ! ». Il faut voter, et bien voter. « Ainsi, travailleurs et travailleuses, il y aura de grandes améliorations dans votre vie ; ainsi se prépareront les étapes vers la « nouvelle société » de Chaban ou la « démocratie avancée » de Marchais » !

Nous, communistes marxistes-léninistes, disons de tout cela : « C'EST UN PANIER DE CRABES ! »... C'est blanc bonnet et bonnet blanc ! Du P« C »F à l'UDR ! Pourquoi ? Beaucoup de camarades de travail sincères nous disent : « Mais enfin, ouvrez les yeux... Ce n'est pas la même chose... Tous les partis n'ont pas les mêmes programmes, les mêmes hommes à leur tête, les mêmes idées... ». Sommes-nous des enfants qui ne voyons pas ces différences ? Nous les voyons, mais là n'est pas le fond des choses.

Car que voulons-nous avec nos camarades de travail ? Nous voulons que « ça change » ; nous voulons que le pouvoir politique soit aux mains des ouvriers et des masses populaires de notre pays. Les élections — municipales ou autres — résoudront-elles cette question fondamentale du pouvoir politique ? Certains partis, P« C »F, PSU ou autres, qui prétendent conquérir le pouvoir pour le compte du peuple, le feront-ils jamais ? A ces deux questions nous répondons : non ! Car — et, c'est ce que nous voulons montrer à tous nos camarades dans cet article TOUS les partis — de l'UDR au P« C »F — adoptent la MEME attitude face à la question du pouvoir, à l'égard de l'ETAT.

QU'EST-CE QUE L'ETAT ?

Que disent les bourgeois sur l' « Etat » ? L'Etat est au-dessus des classes ; il **correspond** à l'intérêt de tous, patrons et ouvriers, gros agrariens et petits paysans ; c'est ce qui *concilie* les intérêts différents de chacun en faisant respecter la loi.

Cela, c'est l'apparence... En apparence, l'Etat est l'arbitre ; en fait, issu de la contradiction irréductible des classes entre elles, il est bien autre chose. Au cours d'une grève, quand ouvriers et patrons sont en lutte ouverte, l'Etat n'est JAMAIS un arbitre ; il envoie ses flics TOUJOURS au secours du MEME CAMP, celui des capitalistes. L'Etat n'est pas un organe de « conciliation » de classes.

« *L'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre* ». L'Etat et la Révolution (I, 1).

Ce pouvoir situé en apparence au-dessus de la société, nous l'affrontons chaque jour ; c'est l'administration, c'est l'armée, c'est la police.

« *L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat* »
écrit Lénine (L'Etat et la Révolution I, 2) car l'Etat est un « pouvoir spécial de répression ».

Cette analyse de l'Etat est d'une grande importance car elle dicte notre attitude face à l'Etat :

« *Il en résulte qu'à ce « pouvoir spécial de répression » exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches doit se substituer un « pouvoir spécial de répression » exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat)* ».

L'Etat et la Révolution (I, 4).

UN PASSAGE EN DOUCEUR DE L'ETAT BOURGEOIS A L'ETAT PROLETARIEN ?

Il y a donc deux façons de définir l'Etat : Etat de conciliation de classes ou Etat de domination de classe.

Examinons la première définition de plus près, celle de la bourgeoisie et des réformistes de tous les temps. Si l'Etat est un arbitre, il n'y a qu'une voie pour la « conciliation » : la soumission de la minorité à la majorité. Telle est l'utopie des réformistes qui se représentent la révolution socialiste :

« *sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches* ».

L'Etat et la Révolution (II, 1).

Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique ? Gagner la majorité par les élections et recevoir le pouvoir d'Etat... des mains de la minorité exploiteuse !!! Belle utopie en effet !

Ou bien ne s'agit-il pas simplement de remplacer un ministre bourgeois par un autre ministre bourgeois ? On change l'étiquette mais le vin reste **aussi mauvais pour la classe ouvrière** :

« *La République démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement que celui-ci ne peut être ébranlé par AUCUN changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la République démocratique bourgeoise* ». L'Etat et la Révolution (I, 3).

L'histoire récente de notre peuple confirme cette réflexion de Lénine ; « socialistes » ou « communistes » ont pu participer au pouvoir politique, **en 1936** ou en 1945... Ils ont opéré des changements quantitatifs mais le pouvoir d'Etat n'a pas changé de nature : c'est la classe exploiteuse qui a conservé les rênes du pouvoir politique. (Cf. le prochain article de l' « Humanité-Rouge »).

Car les millions de bulletins dans l'urne des travailleurs ne sauraient assurer la conquête du pouvoir politique :

« *La pensée même de subordonner pacifiquement les capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, du passage au socialisme par la voie pacifique réformiste, n'est pas seulement d'une stupidité philistine* ***extrême,*** *mais aussi une tromperie* ***pure et simple*** *à l'égard des ouvriers, l'enjolivement de l'esclavage salarié capitaliste, le déguisement de la vérité. La vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, n'hésite plus maintenant à recourir à n'importe quelle duperie ou crime pour massacrer des millions d'ouvriers et de paysans en vue de sauver la propriété privée des moyens de production* ».

Lénine : « Thèses sur les tâches fondamentales du II' Congrès de l'Internationale communiste ».

Croire à l'Etat-arbitre et à la vertu révolutionnaire du bulletin de vote : changer un ministre contre un autre, une constitution contre une autre dans le cadre de l'Etat bourgeois... ; autant d'erreurs et de trahisons qui conduisent tout droit dans « l'écurie du parlementarisme bourgeois ».

(Lénine).

L'ECURIE DU PARLEMENTARISME BOURGEOIS

Qu'est-ce que voter pour un travailleur ? C'est, écrit Marx :

« ***Décider une fois*** *tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante « représentera » et foulera aux pieds le peuple au Parlement* ».

N'est-ce pas là le sentiment partagé par chacun d'entre nous ?

« *Considérez n'importe quel pays parlementaire... la véritable besogne d'Etat se fait dans la coulisse : elle est exécutée dans les départements, dans les chancelleries, dans les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder afin de duper le « bon peuple* ».

L'Etat et la Révolution (III, 3).

La démocratie bourgeoise c'est de la poudre jetée aux yeux des travailleurs ; Enver Hoxha le montre dans son « Discours à ses électeurs » - septembre 1970 (cf. l' « Humanité-Rouge » n° 91) ; les députés sont tous des hommes du Capital, banquiers ou P.D.G. ; le mécanisme des élections (lois électorales, main-mise sur les moyens de propagande) contribue à renforcer la domination de la bourgeoisie. La démocratie bourgeoise, c'est la démocratie pour la minorité exploiteuse, c'est la démocratie pour les riches.

Il n'y a pas de « démocratie en général » ni de démocratie « avancée » ou « véritable » dans le cadre de l'Etat bourgeois. Pourtant, depuis des dizaines d'années, des hommes se réclamant du peuple soutiennent cette thèse et se transforment peu à peu en « stériles moulins à paroles », palabreurs du même acabit que leurs collègues P.D.G. Lénine explique clairement la raison de cette trahison :

« *L'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse, qui « s'accommodent » assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie* ».

L'Etat et la Révolution (II, 1).

LA LIGNE DE DEMARCATION

Quelles sont alors les tâches des véritables révolutionnaires face à l'Etat bourgeois ? Suivons, une fois encore, le raisonnement léniniste :

« ***Mais plus on procède aux « redistributions » de l'appareil bureaucratique entre les divers partis bourgeois et petits bourgeois, et plus évidente apparaît aux classes opprimées, prolétariat en tête, leur hostilité à la société bourgeoise TOUT ENTIERE.*** *D'où la nécessité pour tous les partis bourgeois, même les plus démocratiques, y compris les « démocrates révolutionnaires », d'accentuer la répression contre le prolétariat révolutionnaire, de renforcer l'appareil répressif, c'est-à-dire précisément la machine d'Etat. Ce cours des événements oblige la révolution à « CONCENTRER TOUTES LES FORCES DE DESTRUCTION » contre le pouvoir d'Etat ; il lui impose comme tâche non d'améliorer la machine d'Etat, mais de la DEMOLIR, de la DETRUIRE* ».

L'Etat et la Révolution (II, 2).

Pour briser la résistance des exploiteurs, il convient de BRISER l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, son armée, sa police, sa bureaucratie. Marx et Engels ont tiré cet enseignement fondamental de l'expérience de la Commune de Paris. Notre objectif n'est pas de nous emparer des fauteuils encore chauds des ministres bourgeois, ni de faire élire nos dirigeants président de la République ou ministre de l'Intérieur, mais c'est de construire un Etat totalement nouveau à l'image de la glorieuse Commune de Paris : dictature contre les exploiteurs, démocratie pour le peuple.

« *La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière...*

Depuis les membres de la Commune jusqu'au ***bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvriers*** ».

Marx : « La Guerre civile en France ».

Il y a alors une rupture, un changement qualitatif dans l'Etat ; par ces mesures concrètes, la dictature du prolétariat assure la conquête du pouvoir au peuple travailleur par la révolution.

Telle est la ligne de démarcation absolue entre révisionnistes et marxistes-léninistes sur la question de l'Etat et du parlementarisme. Ou bien on aménage l'Etat bourgeois par des élections, on occupe les fauteuils ministériels et on impose à la classe ouvrière la vie sous le joug du capital. Ou bien, pour éliminer radicalement la minorité d'exploiteurs, on brise la machine d'Etat bourgeois et on instaure la dictature du prolétariat.

Face à l'impasse révisionniste du bulletin de vote, une seule issue : l'instauration de la dictature du prolétariat par la révolution prolétarienne !

Camille GRANOT.

Sur le parlementarisme et l'électoralisme. Ouvrages recommandés :
— **LENINE : L'ETAT ET LA REVOLUTION** (1,40 F + 1,25 F de frais de port).
— **LENINE : LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LE RENEGAT KAUTSKY** (1,40 F + 1,25 F de frais de port).
— **ENVER HOXHA** (premier secrétaire du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie) : **C'EST DANS L'UNITE COMPLETE PARTI-PEUPLE-POUVOIR QUE RESIDE NOTRE FORCE** (1,25 F + 0,65 F de frais de port).
Les 3 ouvrages groupés : 4,30 F (+ 1,65 F de frais de port).
En vente à la librairie « Le Phénix », 72, bd de Sébastopol, Paris-3e (ou par notre intermédiaire - paiement à la commande).

APRÈS SES ÉCHECS AU VIETNAM ET AU CAMBODGE, NOUVELLE AVENTURE DE L'IMPÉRIALISME U. S. AU LAOS

LE PEUPLE LAO VAINCRA !

Les Accords de Genève de 1954 et de 1962 ont reconnu l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Laos. Faisant fi de ces accords, les impérialistes américains, ces barbares du XXe siècle, ont sans cesse aggravé depuis près de quatorze années leur intervention et leur agression au Laos dans le but de le transformer en une néo-colonie et une base militaire des Etats-Unis d'Amérique.

Pour réaliser ce noir dessein, ils ont introduit dans notre pays chaque jour davantage de dollars, d'armements et de personnel militaire, se sont efforcés de mettre sur pied une administration fantoche et une armée de mercenaires qui leur servent d'appui dans leur guerre spéciale, pour asservir le peuple lao et s'emparer du Laos.

Des avions américains basés en Thaïlande, au Sud-Vietnam et sur la 7e Flotte viennent journellement, avec leurs bombes et produits chimiques toxiques, dévaster nos villages, pagodes, temples, écoles, hôpitaux, quartiers urbains et bourgades, massacrer la population et anéantir ses biens.

Pour cacher leurs crimes abominables, cacher leurs manœuvres perfides et tromper le peuple lao, les impérialistes américains ont recours au mensonge et à la déformation de la vérité. Sous l'enseigne de l' « aide » ils inondent les villes lao de leurs marchandises invendues et s'efforcent de montrer une prospérité factice afin d'abuser les gens mal avisés et de les attirer à eux. Avec des slogans spéciaux de paix, de neutralité, d'indépendance, de démocratie et avec une propagande mensongère qui dénigre systématiquement la lutte pour le salut national du peuple et des forces patriotiques lao, ils cherchent à semer la division entre notre peuple et les autres peuples épris d'indépendance, de liberté, de paix et de justice, notamment ceux d'Indochine, et à apaiser l'opinion mondiale chaque jour plus indignée de leur politique d'agression.

Cependant, fidèle à ses traditions nationales de lutte indomptable contre l'invasion étrangère, notre peuple, sous la direction du Front Patriotique Lao ayant à sa tête le Prince Souphanouvong, a resserré son union et mené la résistance patriotique contre l'agression américaine, pour réaliser un Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère. Grâce à la ligne correcte du Front national patriotique, la juste lutte du peuple lao a obtenu des victoires chaque jour plus grandes et a réussi à faire reculer pas à pas les visées de conquête des Américains et les manœuvres de trahison de leurs laquais. Notre zone libérée n'a cessé de s'agrandir et la vie de la population de s'améliorer. Le peuple lao s'est rendu réellement maître de son destin et s'avance chaque jour plus ferme dans la voie du progrès, aussi peut-il développer ses forces chaque jour davantage, intensifier sa lutte patriotique et marcher en toute confiance vers la libération et l'édification du pays...

PHOUMI VONGVICHIT,
Secrétaire général du Comité central du Front Patriotique Lao.

Un appareil des pirates américains abattu à coups de fusil par la milice populaire d'une région libérée du Laos — (photo extraite du nouvel album chinois « L'impérialisme américain sera battu ! les peuples du monde triompheront ! », en vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris-3e — l'exemplaire : 1 F).

Le prince Souphanouvong, chef de la délégation du peuple lao, président du Front patriotique lao, prend la parole à la Conférence au sommet des peuples indochinois (25 avril 1970). (Photo extraite de la revue « La Chine » n° 6 de 1970).

EXTRAIT D'UN ÉDITORIAL DU RENMIN RIBAO

(Quotidien chinois)

La presse suédoise et japonaise a révélé, ces derniers temps, que l'administration Nixon, qui se débat avec la fureur du désespoir, a l'intention de faire usage de l'arme nucléaire dans sa guerre d'agression en Indochine, et elle est en train de sonder l'opinion publique à ce sujet. L'impérialisme américain est le coupable n° 1 de l'agression en Indochine. Si l'administration Nixon pousse la témérité jusqu'à faire usage de l'arme nucléaire, elle aggravera encore et dans des proportions fantastiques sa responsabilité criminelle, et cela reviendra pour elle à creuser elle-même sa propre tombe. L'arme nucléaire ne saurait intimider les trois peuples indochinois pas plus que les autres peuples du monde. Même si l'impérialisme américain utilise l'arme nucléaire, cela ne pourra le sauver, mais, au contraire, cela ne peut qu'aviver plus encore les flammes de colère dans la lutte anti-américaine à travers le monde entier, et déchaîner une tempête révolutionnaire plus puissante que jamais aux Etats-Unis mêmes, ce qui accélérera la perte de l'impérialisme américain.

DECLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Pékin, 4 février (« Hsinhua »).

Le 29 janvier, le secrétaire d'Etat américain Rogers a annoncé ostensiblement que les Etats-Unis étendraient la guerre d'agression en Indochine et a clamé comme un forcené qu'ils utiliseraient « sans limite » et « dans toute la mesure du possible leur puissance aérienne » en Indochine, et qu'ils « n'excluraient aucune possibilité » d'entreprendre d'autres actes agressifs. Depuis quelques jours, les troupes d'agression américaines et l'armée fantoche sud-vietnamienne effectuent fréquemment des mouvements et se massent à la frontière entre le Vietnam et le Laos ; à l'instigation des Etats-Unis, l'armée complice thaïlandaise, de son côté, leur prête un concours actif. En vue de couvrir l'armée fantoche sud-vietnamienne et l'armée complice thaïlandaise dans leur invasion au Laos, l'aviation américaine procède sans arrêt, jour et nuit, à des bombardements concentrés sur les régions méridionales du Laos. Les agresseurs américains commencent d'ores et déjà une nouvelle aventure militaire en Indochine.

L'administration Nixon s'obstine, d'une part, à étendre la guerre d'agression et, d'autre part, redoute l'opposition du peuple américain et des autres peuples du monde : aussi recourt-elle à toutes sortes de subterfuges, même au black-out des informations pour se dissimuler. Mais en réalité, cette nouvelle aventure militaire en Indochine est préméditée de longue date par l'impérialisme américain, et elle est connue de tous. La preuve en est donnée par l'accord secret intervenu il y a belle lurette entre les marionnettes de Saïgon et l'armée de la droite laotienne soutenues par l'impérialisme américain, au sujet de l'entrée des troupes fantoches sud-vietnamiennes au Laos. L'administration Nixon est l'archi-criminel de l'extension de cette guerre d'agression.

Le gouvernement et le peuple chinois condamnent avec véhémence les nouveaux crimes d'agression commis par l'impérialisme américain contre les trois peuples indochinois, et apportent leur ferme soutien aux déclarations justes et solennelles faites respectivement les 1er, 2 et 3 février par le porte-parole du Comité Central du Front Patriotique Lao et le ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du Vietnam, le ministère des Affaires Etrangères de la République du Sud-Vietnam ainsi que le porte-parole du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge. L'impérialisme américain n'a aucune chance de réussite dans sa tentative insolente de soumettre les héroïques peuples des trois pays indochinois par l'extension de la guerre d'agression. Il sera encore plus sévèrement châtié par ces derniers. Et les 700 millions de Chinois, fermement attachés à l'internationalisme prolétarien, ne lui permettront en aucun cas d'agir à sa guise en Indochine. Nous nous faisons un devoir et une obligation de déployer tous nos efforts pour soutenir et aider les trois peuples indochinois, et ce jusqu'à la victoire totale de leur guerre de résistance à l'agression américaine pour le salut national.

Directeur de publication : F. MARTY — Commission paritaire n° 47 291 des Papiers de Presse, distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P. - Paris (20e) — dépôt légal 1er trimestre